

Sommaire

SOCIETE

► **Rapport sur le développement humain 2014 - Pérenniser le progrès humain: Réduire les vulnérabilités et renforcer la résilience**

► **Afrique : Génération 2030**

(P.1-2)

SCIENCES & TECHNIQUES

► **Our cyborg future: Law and policy implications**

► **Windows usage & vulnerabilities**

(P. 2-3)

ECONOMIE

► **Le développement économique en Afrique: Catalyser l'investissement pour une croissance transformatrice en Afrique**

► **Financer l'accès à l'eau et à l'assainissement en Méditerranée. Les financements innovants: solution ou illusion ?**

(P.3- 5)

ENVIRONNEMENT

► **Le Rapport Planète Vivante 2014 : Des hommes, des espèces, des espaces, et des écosystèmes**

► **Getting Energy Prices Right: From Principle to Practice**

(P. 5-8)

POLITIQUE

► **New emerging risk insights**

(P. 8-9)

Contact :

Institut Royal des Etudes Stratégiques
Avenue Azzaitoune, Hay Riad
Rabat 10100, Maroc
Tél. : +212 (0) 537 71 83 83
Fax : +212 (0) 537 71 37 99
Email : Rafiq@ires.ma



Septembre, 2014

◆◆◆◆◆ SOCIETE

► **Rapport sur le développement humain 2014 /PNUD, 2014**

Source :

<http://www.undp.org/content/dam/undp/library/corporate/HDR/2014/HDR/HDR-2014-French.pdf>

Tags : | Société | Développement humain | Vulnérabilité | Précarité | Crise Economique | Coopération |

Ce rapport, publié par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), souligne que la vulnérabilité demeure une menace persistante pour le développement humain. En conséquence, l'absence d'une approche systématique coordonnée constituerait un véritable frein au développement humain.

Le PNUD souligne, à travers ce rapport, que le sentiment de la précarité socio-économique est omniprésent dans les sociétés actuelles, étroitement lié à la sécurité personnelle, aux moyens de base d'existence et à l'environnement.

Le rapport précise que bien que des domaines du développement humain, particulièrement la santé et la nutrition, aient été marqués par d'importants progrès, ils sont susceptibles d'être affaiblis par les catastrophes naturelles ou les crises économiques. La vulnérabilité des individus est, entre autres, influencée par l'environnement social dans lequel ils vivent. A titre d'illustration, la violence, la corruption et le dysfonctionnement des institutions publiques sont autant d'éléments qui accroissent les risques et les nuisances pesant sur le développement humain.

Le PNUD note que le renforcement de la résilience et l'appréhension de la vulnérabilité sociale permettraient aux Etats d'absorber l'impact des événements perturbateurs et de s'en relever.



Enfin, le rapport préconise l'amélioration et la protection pérenne des choix personnels, des capacités individuelles et sociales. La communauté internationale devrait prévoir de nouvelles formes de coopération multilatérale. De plus, les stratégies et les politiques de développement humain devraient viser la réduction de la vulnérabilité systémique et le renforcement de la résilience par l'adoption des mesures universelles.

► **Afrique : Génération 2030** /UNICEF, 2014

Source:http://www.unicef.org/french/publications/files/UNICEF_Africa_Generation_2030_fr.pdf

Tags : | Société | Enfant | Prospective | Afrique | Croissance | Fécondité | Santé | Education |

Selon ce rapport publié par l'UNICEF, l'accroissement du nombre d'enfants africains devrait inciter les décideurs publics à concevoir des programmes socio-économiques qui consistent à placer les priorités des enfants en termes de santé, d'éducation et de protection, au cœur des stratégies d'investissement.

Le rapport estime qu'à l'horizon 2030, l'Afrique serait marquée par une augmentation élevée des taux de fécondité. Par conséquent, la population africaine, qui compte actuellement 1,2 milliard d'habitants, doublerait d'ici 2030, pour voir la naissance de près de deux milliards d'enfants. Sa population d'enfants âgés de moins de dix-huit ans se hausserait de deux tiers pour atteindre environ un milliard d'enfants.

Selon les projections du rapport, d'ici 2030, l'Afrique connaîtrait une croissance remarquable, estimée à environ 40% de naissances. De plus, plus de 40% de la totalité des enfants dans le monde se trouveraient dans le continent africain, soit une hausse d'environ 10 % par rapport à 1950.

Malgré l'amélioration du taux de survie des enfants en Afrique, le continent compte environ la moitié des décès

d'enfants au niveau mondial. Un taux qui pourrait s'élever à environ 70% d'ici 2030. Le rapport souligne que trois enfants africains sur dix vivent dans des conditions précaires et sont touchés par les conflits armés. Par ailleurs, à l'horizon 2030, 60% des Africains pourraient vivre dans des zones urbaines.

Enfin, le rapport souligne que l'Afrique devrait favoriser un accès élargi aux services de santé reproductive de qualité, l'autonomisation des filles en améliorant leur éducation ainsi qu'au renforcement des systèmes d'enregistrement et de statistiques d'état civil. De plus, les programmes et les politiques pour les enfants devraient donner la priorité à l'égalité entre les sexes afin que le rythme de croissance démographique ne soit pas une entrave à l'objectif d'éradication de la pauvreté et de réduction des disparités socio-économiques.



◆◆ **SCIENCES & TECHNIQUES**

► **Our cyborg future: Law and policy implications/** The Brookings Institution, 2014

Source:

http://www.brookings.edu/~media/Research/Files/Reports/2014/09/cyborg%20future%20law%20policy%20implications/cyborg_future_law_policy_implications_FINAL2.pdf

Tags : Technologies | Cybercriminalité | Connectivité | Cyborg | Sécurité | Vie privée |

Ce rapport, publié par the Brookings Institution, s'intéresse en particulier au développement des technologies, de leur intégration progressive dans la vie quotidienne des individus ainsi qu'aux conséquences qui en découlent sur le volet politique et légal.

Le rapport souligne que la notion d'hybridation entre l'humain et la machine se rejoint dans le concept du cyborg qui se veut la contraction de « cybernetic organism ». Le concept du « cyborg » se réfère aux personnes dont les aptitudes biologiques sont déployées au-delà des limites



physiologiques humaines grâce à l'usage d'un appareil électronique.

La technologie a certes apporté des changements majeurs dans le mode de vie des individus mais elle n'est pas sans conséquences. Non seulement, elle favorise la liberté et l'interaction des individus dans un monde de plus en plus connecté et intégré à l'échelle planétaire. La technologie contribue, par ailleurs, à l'émergence de nouveaux dispositifs de surveillance des faits et des gestes des individus. Plus le taux de connectivité des personnes augmente, plus les données personnelles seraient abondantes.

Selon le rapport, l'intégration des nouvelles technologies dans la vie quotidienne contribue à l'éruption de nouveaux enjeux notamment les effets de la bioéthique, des vaccins, de la sécurité des systèmes, ... De plus, le rapport rappelle que toute activité cybernétique conduit à la génération automatique de données informatiques, à leur enregistrement, à leur stockage et par conséquent à la surveillance incontestable de ces données. Le rapport précise que cette évolution vers la « cyborg » aurait inéluctablement des impacts dans le domaine de la surveillance. Elle permettrait de prévenir contre la criminalité. Toutefois, elle pourrait porter indirectement atteinte à la vie privée des personnes.

La place croissante des technologies requiert l'adoption de lois qui s'adaptent au rythme évolutif des technologies et s'ajustent, au fur et à mesure, aux évolutions des sociétés, intégrant de plus en plus de machines dans leurs activités.

► Windows usage & vulnerabilities/

Kaspersky Security Network, 2014

Source:

https://securelist.com/files/2014/08/Kaspersky_Lab_KSN_report_windows_usage_eng.pdf

Tags : Technologies | Cybercriminalité | Connectivité | Cyborg | Sécurité | Vie privée |

Selon cette étude, la prolifération des tentatives d'attaques cybernétiques, notamment, les actes de fraude informatique et de malveillance interne ou externe, les failles de sécurité, l'espionnage industriel et l'intrusion de virus informatique, prend de l'ampleur à l'échelle mondiale menaçant de plus en plus la sécurité des utilisateurs, y compris les grandes institutions publiques et privées.

L'interconnexion croissante des systèmes informatiques et le développement considérable de l'Internet et des NTIC constituent une contrainte incontestable aux exigences de sécurité des personnes et des organisations.

Le rapport met en relief, également, les principaux types d'attaques informatiques. Il s'agit entre autres de :

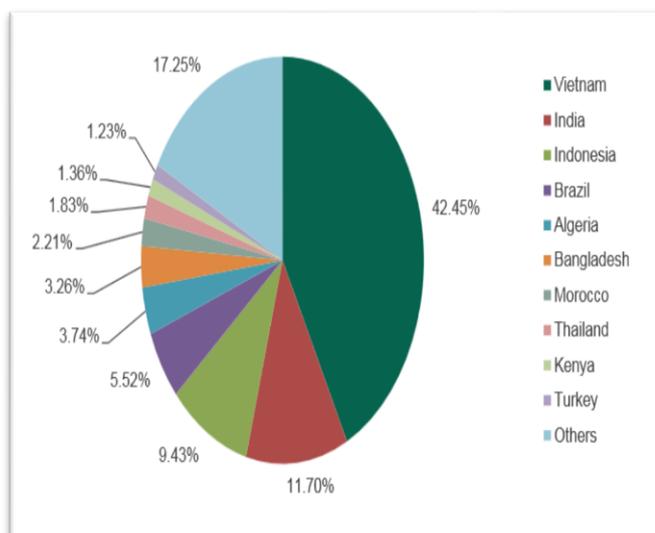
- « la « guerre par l'information », ce type d'attaque informatique a pour but d'introduire la propagande, la désinformation, ... ;
- la « guerre pour l'information », ce type d'intrusion informatique vise à récupérer les informations contenues dans les réseaux ;
- la « guerre contre l'information », ce type d'attaque touche à la perturbation et interruption du fonctionnement des systèmes informatiques. »

Le rapport dresse un classement des dix pays les plus exposés aux logiciels malveillants exploitant une vulnérabilité informatique. Le Vietnam est en tête du classement (42,45%) en matière des attaques



détectées. Le Maroc y figure également au 7ème rang, enregistrant 2,2% de détections des attaques informatiques constatées.

Source : Windows usage & vulnerabilities, 2014



La protection des systèmes informatiques constitue un défi majeur pour les organisations. Pour lutter contre les menaces informatiques, la mise en œuvre d'une approche globale de la sécurité des systèmes est indispensable afin de favoriser la protection de la vie privée des individus, la préservation du patrimoine des organisations, ce qui, in fine, favorise la réduction des vulnérabilités inhérentes aux systèmes d'information.



ECONOMIE

Le développement économique en Afrique: Catalyser l'investissement pour une croissance transformatrice en Afrique / CNUCED, 2014

Source: http://unctad.org/fr/PublicationsLibrary/aldc_africa2014_fr.pdf

Tags : Développement économique | Afrique | Investissement | Croissance économique | Commerce | Industrie | Secteurs stratégiques | Relations Internationales |

La croissance économique en Afrique ne dépend pas uniquement de l'augmentation du volume des investissements mais également de l'amélioration de la qualité et de la productivité de ces investissements, tout en veillant sur leurs bonnes orientations dans des secteurs stratégiques de l'économie notamment les infrastructures, l'agriculture et l'activité manufacturière.

Selon le présent rapport, la croissance économique en Afrique est fortement corrélée à une amélioration tant de la demande que de l'offre. Durant la dernière décennie et suite à une consommation accrue des biens et des services, l'Afrique a connu une croissance relativement forte. Cependant, la mise en place d'une stratégie de croissance fondée sur la consommation ne pourrait être durablement maintenue, d'où la nécessité d'établir un équilibre des apports relatifs à la consommation et l'investissement au processus de croissance.

Le secteur des services est le secteur le plus dominant de l'économie des pays africains. Il représente 47% de valeur ajoutée entre 2000-2011, dépassant le secteur de l'industrie (37 %) et celui de l'agriculture (16 %). Le secteur des services a connu une croissance moyenne de 5,2 %, l'agriculture a enregistré 5,1 %, tandis que l'industrie a affiché le taux le plus bas estimé à 3,5 %.



L'investissement représente une clé incontournable à la croissance de long terme en Afrique. À cet égard, le rapport met l'accent sur la nécessité de faire appel à une politique industrielle visant à guider l'investissement vers des secteurs stratégiques de production tels que les agro-industries et les industries manufacturières.

Le rapport note qu'il est indispensable pour les pays africains de conduire des politiques, basées sur le renforcement des complémentarités entre investissement public et investissement privé, sachant qu'une bonne mobilisation des investissements publics entraîne une meilleure dynamique dans le secteur privé.

Le rapport conclut que les décideurs africains devraient élaborer une démarche structurée favorisant l'investissement dans les secteurs stratégiques. L'application des mécanismes de garantie, permettant la réduction des risques auxquels sont confrontés les investisseurs, est recommandée. Cela requiert, également, le renforcement des capacités des négociations entre les pays africains pour établir des relations commerciales davantage profitable à leurs économies.

► Financer l'accès à l'eau et à l'assainissement en Méditerranée. Les financements innovants: solution ou illusion ? /IPEMED, 2014

Source : <http://www.ipemed.coop/fr/publications-r17/collection-construire-la-meditteranee-c49/>

Tags : Economie | Financement | Eau | Méditerranée | Innovation |

Les pressions sur les ressources en eau devraient s'accroître dans les prochaines décennies, notamment dans la région de la Méditerranée. A travers ce rapport, l'IPEMED expose les facteurs qui menacent l'eau en Méditerranée, notamment le changement climatique, la croissance démographique, l'augmentation considérable de l'urbanisation.

L'amélioration de l'accès à l'eau et à l'assainissement en Méditerranée constitue un grand défi pour les Etats. Il concerne principalement :

- L'accès à une eau potable et de qualité ;
- La collecte et le traitement des eaux usées ;
- La lutte contre les pollutions diffuses ;
- et l'adaptation de la gestion des ressources hydriques aux effets du changement climatique.

Le rapport précise que l'élargissement de l'accès de la population méditerranéenne à l'eau potable et l'assainissement comporte plusieurs avantages d'ordre social, sanitaire et économique, qui se manifesteraient notamment par une hausse significative du PIB ainsi que l'augmentation des investissements créateurs d'emplois.

Le rapport souligne que les Etats de la région devraient mobiliser des ressources financières suffisantes en mesure de combler le déficit de financement actuel et de permettre une allocation efficace des ressources financières. Dans le cadre des mécanismes innovants présentés dans le rapport, la mise en place d'une politique efficace de « recouvrement durable des coûts » couplée à une définition des financements innovants « pérennes, prévisibles et additionnels » s'avèrent indispensables. Deux actions qui requièrent un engagement politique des pays situés dans le pourtour de la méditerranéen et une forte implication des institutions régionales et internationales actives dans la Méditerranée.

En guise de conclusion, le rapport relève que la gestion des « Mécanismes de Financements Innovants » en Méditerranée suppose la mise en œuvre d'un plan de gouvernance stratégique et transversale favorisant l'approvisionnement en eau des



populations. Cette démarche devrait rassembler les Etats signataires, les autorités publiques de gestion des fonds et la société civile au sein d'une « Agence méditerranéenne de l'eau ».



ENVIRONNEMENT

Le Rapport Planète Vivante 2014 : Des hommes, des espèces, des espaces, et des écosystèmes / WWF, 2014

http://www.wwf.fr/vous_informer/rapport_planete_vivante_2014/

Tags : | Environnement | Biodiversité | Energie | Biocapacité | Ressources naturelles | Empreinte écologique | Frontières planétaires |

À travers ce rapport, la World Wide Fund for Nature (WWF), institution jouant le rôle de plateforme globale de dialogue pour préserver la planète, calcule l'état de la diversité biologique à l'échelle mondiale à travers l'Indice Planète Vivante (IPV). Les résultats de cet indicateur affirment un déclin global de la biodiversité, avec une chute d'environ 52% entre 1970 et 2010. La région d'Amérique latine enregistre le déclin le plus drastique en espèces animales, estimé à -83%, suivie de la région Asie-Pacifique. Les espèces d'eau douce sont les plus marquées par cette diminution et enregistrent un taux qui s'élèvent à -76%. Les espèces terrestres et maritimes, quant à elles, ont connu une baisse de -39%.



Source : Le Rapport Planète Vivante 2014

Le rapport précise que cette extinction à grande échelle des espèces animales est due directement aux activités humaines, notamment l'agriculture, l'urbanisation, la déforestation, l'irrigation, la chasse, ... Le changement climatique a également un impact direct et est responsable en grande partie dans

la disparition entraînant la raréfaction des espèces animales.

La balance de la demande de l'humanité en ressources naturelles dépasse de plus de 50 % les capacités régénératrices de la planète. L'humanité a besoin d'une Terre et demie pour subvenir aux ressources correspondant à l'Empreinte écologique enregistrée actuellement.

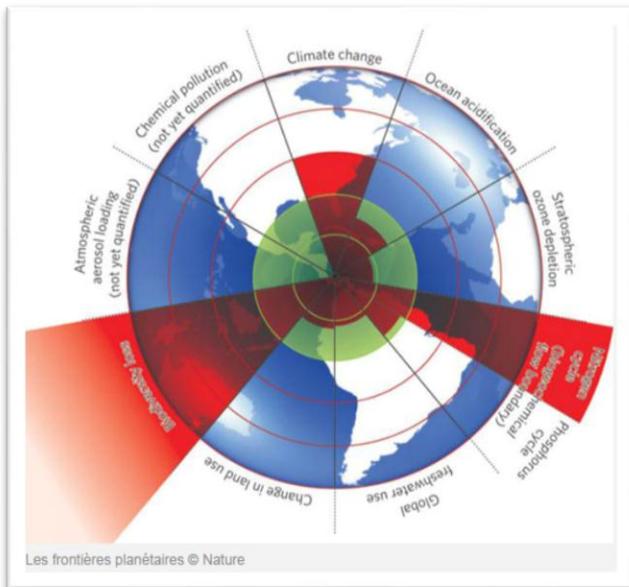
Le rapport montre que plus de 75% de la population mondiale vit dans des pays souffrant des déficits écologiques et aux revenus très bas. Couplée à une croissance démographique accélérée, l'empreinte écologique risquerait de s'élever de plus en plus, accélérant la régression de la biocapacité disponible.

Le rapport appelle à préserver la biodiversité en sauvegardant le bien-être de l'individu ainsi que sa sécurité alimentaire et ce afin de garantir la survie de l'Homme.

La protection de la nature et des espèces animales est un enjeu crucial qui interpelle l'ensemble de la population mondiale. La surexploitation des systèmes naturels met l'avenir de de l'Homme et des espèces animales en danger. Le rapport propose des stratégies de préservation, de production et de consommation raisonnable favorisant la réduction de la perte de la biodiversité.

Le rapport met en exergue également le concept de « frontières planétaires », rassemblant neuf seuils biophysiques de la Terre indispensable au développement de la planète et dont trois sont déjà dépassés. Ce concept vise, également, à établir des liens étroits entre les enjeux de justice, de développement économique, du respect des ressources naturelles.





Source : Le Rapport Planète Vivante 2014

Enfin, Le défi du XXIème siècle serait de promouvoir efficacement le développement humain tout en veillant à maintenir l’empreinte écologique par habitant à un niveau viable à l’échelle planétaire.

► Getting Energy Prices Right: From Principle to Practice / FMI, 2014

Source: <http://www.imf.org/external/np/fad/envir/pdf/c1.pdf>

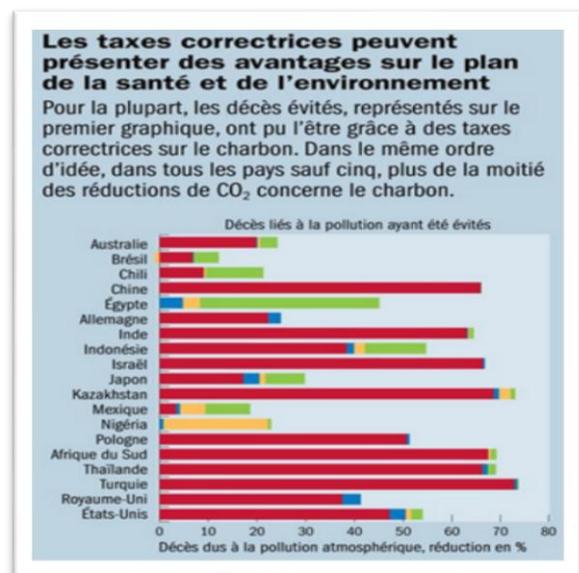
Tags : | Environnement | Politiques budgétaires | Energie | Réformes fiscales

Selon ce rapport, publié par le Fonds Monétaire International, les politiques budgétaires devraient jouer un rôle prépondérant en matière d’établissement des prix du marché de l’énergie, en prenant en considération les conséquences néfastes de la consommation d’énergie sur la santé et l’environnement.

Le rapport souligne que les prix de l’énergie sont marqués par une inadéquation persistante qui s’explique par une grille des niveaux de prix qui ne tiennent pas compte des coûts des dommages environnementaux provoqués par la pollution de l’air et le changement climatique. De plus, le rapport précise que les prix de l’énergie devraient refléter aux consommateurs un aperçu précis des coûts réellement associés aux produits.

Le rapport montre que la réforme de l’impôt énergétique est essentielle. D’ailleurs, les réformes fiscales devraient entraîner des changements fondamentaux, de manière à ce que les pays atteignent leurs objectifs budgétaires, non seulement à travers les impôts sur le revenu, sur les salaires et sur la consommation, mais également sur l’impôt relatif à la consommation d’énergie.

En se basant sur l’évaluation des coûts de la consommation des carburants dans 156 pays, le FMI met en avant des mesures qui consistent à définir des taux de taxation appropriés et qui s’alignent aux coûts des dégâts environnementaux.



Source : LE FMI, 2014

Enfin, le rapport préconise la participation active des ministères des finances dans la définition de prix énergétiques adaptés et ciblés. De plus, le scénario d’une transition vers des prix efficients de carburants contribuerait à la réduction des taux de décès de l’ordre de 63%, provoqués notamment par la pollution due aux combustibles fossiles, principalement le charbon ainsi qu’une baisse considérable des émissions de gaz à effet de serre de 23% et une hausse remarquable des recettes s’élevant à 2,6 % du PIB.





POLITIQUE

New emerging risk insights/ Swiss Re, 2014

Source:

http://media.swissre.com/documents/SONAR_2014.pdf

Tags : | Risques émergents | Cloud computing | Pollution | Zone euro |

Ce rapport recense une multitude de risques émergents qui pourraient bouleverser les traits de la société et de l'industrie de demain.

Etant donné que ces risques émergents sont difficiles à mesurer, le rapport a examiné quatre risques qui ont un impact probablement élevé au cours de la prochaine décennie. Il s'agit de :

- Risques associés au « Cloud computing » : cette technologie, permettant de délocaliser les données, décuple la vulnérabilité dans la mesure où les organisations sont confrontées aux aléas du cybernétique ;
- Conséquences de phénomène de la contagion de la crise des marchés émergents ;

- Conséquences d'une crise déflationniste de la zone euro ;
- Mesures macro-économiques adoptées par les gouvernements à court terme.

La pollution, quant à elle, figure parmi les 26 menaces recensées ayant un des effets néfastes à long terme. Son impact est quasi identique au tabagisme, entraînant une réduction importante de l'espérance de vie.

Le rapport a identifié, également, des risques dont l'impact est éventuellement moyen. Il s'agit, entre autres, des :

- Risques de la cigarette électronique qui restent encore inconnus;
- Risques sanitaires relatifs aux produits alimentaires et à l'eau;
- Risques de la dévastation d'une guerre de sécession en Europe.



INDEX DES TAGS

A

Afrique.....	2, 4
Attaques informatiques.....	1

B

Biocapacité.....	6
Biodiversité.....	6

C

Cloud computing.....	8
Commerce.....	4
Connectivité.....	1, 3
Coopération.....	1
Crise.....	1
Crise Economique.....	1
Croissance.....	2
Croissance économique.....	4
Cybercriminalité.....	3
Cyborg.....	3

D

Développement économique.....	4
Développement humain.....	1

E

Eau.....	5
Economie.....	5
Education.....	2
Empreinte écologique.....	6
Energie.....	6, 7
Enfant.....	2
Environnement.....	6, 7
euro.....	8

F

Fécondité.....	2
Financement.....	5
Frontières planétaires.....	6

I

Industrie.....	4
Innovation.....	5

Investissement.....	4
---------------------	---

M

Maladies.....	2
Marchés.....	1
Méditerranée.....	5

N

NTIC.....	1
-----------	---

P

Piratage en ligne.....	1
Politiques budgétaires.....	7
Pollution.....	8
Précarité.....	1
Prospective.....	2

R

Réformes fiscales.....	7
Relations Internationales.....	4
Ressources naturelles.....	6
Risques émergents.....	8

S

Santé.....	2
Secteurs stratégiques.....	4
Sécurité.....	3
Société.....	1, 2

T

Technologies.....	3, 4
-------------------	------

V

Vie privée.....	3
VIH.....	2
Vulnérabilité.....	1



